



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 10 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF TAC

CETAC

16 Allée Marcel Paul
77360 Vaires-sur-Marne

Références : E/24-1207
N° Hélios : 61049

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2023 dans l'établissement EDF TAC implanté Site EDF de Montereau 77670 Vernou-la-Celle-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 05/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle pour l'année 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF TAC
- Site EDF de Montereau 77670 Vernou-la-Celle-sur-Seine
- Code AIOT : 0006513201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site EDF-CETAC de Montereau est implanté dans le département de Seine et Marne (77) sur les communes de Vernou-la-Celle-sur-Seine et de La Grande-Paroisse.

Sur ce site, par arrêté préfectoral du 9 février 2010, EDF est autorisé à exploiter deux turbines à combustion (TAC) fonctionnant au fioul domestique et au gaz naturel. Les TAC sont des moyens de production dits de « pointe » et « d'extrême pointe » qui permettent, en cas de fort pic de consommation électrique, d'assurer la fourniture en électricité ainsi que la sécurité du réseau.

Ces installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 1434, 3110 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est classé « Seveso seuil bas » au titre de la rubrique 4734 pour son stockage de liquides inflammables (fioul domestique). L'établissement est également classé « IED » au titre de la rubrique 3110 pour ses installations de combustion.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de l'inspection du 03/10/2022
- Surveillance en continu des émissions atmosphériques
- Transmission des synthèses mensuelles pour l'année 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Local incendie	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 8.3.5.3	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Autonomie incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe V	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Surveillance de l'environnement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 37	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Plan de gestion des périodes OTNOC	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Fluides Frigorigènes	Règlement européen du 16/04/2014, article 12-3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Assurance Qualité des AMS 1/5 - Généralités	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Assurance Qualité des AMS 2/5 - QAL1	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3	Lettre de suite préfectorale	6 mois
12	Assurance Qualité des AMS 3/5 - QAL2	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3	Lettre de suite préfectorale	6 mois
13	Assurance Qualité des AMS 4/5 - QAL3	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Assurance Qualité des AMS 5/5 - AST	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3	Lettre de suite préfectorale	6 mois
16	Détermination des flux horaires	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	Détermination des flux annuels	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
18	Contrôle périodique des rejets atmosphériques 1/2	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
19	Contrôle périodique des rejets atmosphériques 2/2	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
20	Respect des valeurs limites / Mesure en continu	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
22	Transmission des résultats de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.6	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réseaux d'eaux	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 4.2.4.2	Sans objet
4	Bilan annuel et Prélèvements	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6	Sans objet
6	Management de l'énergie	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 5	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 13	Sans objet
15	Détermination des concentrations moyennes validées	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.4	Sans objet
21	Respect des valeurs limites / Mesure périodique	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'agissant de la surveillance en continu des émissions atmosphériques, l'inspection a constaté que l'application des procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et des vérifications annuelles (AST) n'était pas totalement satisfaisante. En outre, la transmission des rapports de synthèse mensuels ne respecte pas les échéances prévues par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Local incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 8.3.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risques incendie
Prescription contrôlée : Les murs du local abritant la pompe diesel sont coupe-feu de degré deux heures.
Constats : Constats établis suite aux précédentes inspections : Remarque n°4 suite à l'inspection du 16 novembre 2018 : L'exploitant justifiera le degré coupe-feu des murs du local abritant la pompe diesel. Constat de l'inspection du 14/12/2020 : Les plans fournis indiquent un critère de stabilité au feu et non de coupe-feu. L'exploitant devra présenter une attestation de degré coupe-feu des murs du local abritant la pompe diesel. Remarque maintenue Constats de l'inspection du 03/10/2022: Lors de la visite, l'exploitant a présenté un document précisant que les murs séparatifs internes (dont ceux séparant la pompe Diesel incendie et la pompe électrique Incendie) sont CF 2H. Ce document ne précise pas en revanche le degré coupe-feu des murs externes. L'exploitant justifiera au travers des éléments de son EDD la nécessité ou non que les murs externes du local soit CF 2h. Le cas échéant, il devra justifier de ce degré CF2H pour les murs externes. La remarque n°4 de l'inspection du 16/11/2018 n'est pas levée. Constats de l'inspection du 13/10/2023 : Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué que le local incendie de son site de Vernou-la-Celle-sur-Seine disposait d'une pompe électrique pour alimenter le réseau en eaux d'extinction. Il a également indiqué que cette pompe est doublée d'une seconde pompe de secours fonctionnant au fioul. L'exploitant a expliqué que l'épaisseur des murs du local incendie était de 20 cm, ce qui assurait un degré coupe feu de 1h30. Il a toutefois précisé que dans le cadre d'un dossier de demande d'autorisation environnementale (DDAE) visant à augmenter le nombre d'heures de fonctionnement des turbines à combustion, une analyse sur la nécessité d'avoir des murs extérieurs coupe feu 2h au niveau du local incendie sera réalisée. Cette analyse impliquera une mise à jour de l'étude de danger. Dans son courrier répondant aux fiches d'écart de l'inspection du 03/10/2022, l'exploitant indique que le dépôt du DDAE se ferait en novembre 2023. Le jour de l'inspection, il a indiqué que le dépôt du DDAE se ferait courant 2024.

→ La remarque n°4 de l'inspection du 22 octobre 2022 est maintenue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Réseaux d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande sur site et par le centre de télé-commandement des TAC. La fermeture de cette vanne est asservie à la détection d'hydrocarbures au-delà de 5 mg/l et à la mesure de pH hors de la plage de mesure [5,5 ; 8,5]. L'entretien préventif de ces dispositifs et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Les eaux d'extinction et les eaux pluviales ne répondant pas aux critères de concentration en hydrocarbures et de pH définis au paragraphe ci-dessus sont retenues sur le site après fermeture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la vanne d'isolement, situées en sortie des bassins d'orage n°1 (215 m³ dédié aux eaux pluviales traitées) et n°2 (633 m³ dédié aux eaux d'extinction incendie et eaux pluviales de voiries) et l'arrêt des pompes de relevage, - des vannes d'isolement situées à la source au niveau de la rétention de la fosse déportée associée à la zone de dépotage wagons (100 m³).
<p>Constats :</p> <p>Constats établis suite aux précédentes inspections :</p> <p><u>Non-conformité n°1 de l'inspection du 14/12/2020 :</u> Il n'y a pas de vanne d'isolement au niveau de la rétention de la fosse déportée associée à la zone de dépotage wagons contrairement aux dispositions de l'article 4.2.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1 IC 034 du 09 février 2010.</p> <p>Courrier en réponse de l'exploitant daté du 01/06/2021 : Le dépotage est réalisé sous la surveillance en continu des exploitants : arrêt d'urgence, vanne rejet en Seine fermée, pollution contenue dans la fosse déportée wagon de 200 m³ et non 100 m³ comme indiquée dans l'EDD puis pompée. Enfin, le bassin d'orage permettrait de recueillir la pollution en cas de défaillance de la fosse déportée.</p> <p>Constat de l'inspection du 03/10/2022 : Il a été constaté la présence d'eau de pluie dans la fosse déportée sur une hauteur de 50 cm. L'exploitant devra justifier du volume utile de la fosse (détail du volume à retenir, hauteur maximale d'eau de pluie acceptable).</p> <p>La non-conformité n°1 de l'inspection du 14/12/2020 n'est pas levée.</p> <p>Constats lors de l'inspection du 13/10/2023 :</p> <p>Dans son courrier en réponse aux fiches d'écart relevées lors de l'inspection du 03/10/2022,</p>

l'exploitant a transmis la capacité de la fosse déportée, en détaillant la capacité utile du compartiment « récupérateur » et celle du compartiment « séparateur ». Ce courrier décrit également le mode de fonctionnement de cette rétention en situation normale et en situation accidentelle.

En outre, l'exploitant a expliqué vérifier la présence d'eau de pluie avant la réception de chaque train (15 à 20 trains par an). Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté l'absence d'eau de pluie au sein de la rétention.

De plus, dans son courrier en réponse aux fiches d'écart relevées lors de l'inspection du 03/10/2022, l'exploitant explique qu'une alarme se déclenche dès lors que la hauteur d'eau dans le compartiment récupérateur atteint 30 cm, indiquant ainsi la nécessité de vidange de ce compartiment.

En outre, par courriel du 17/01/2024, l'exploitant indique que le volume d'eau dans le compartiment « récupérateur » associé à la hauteur de 30 cm correspond à 19,5 m³. Il précise qu'afin de garantir la capacité d'un wagon dans le compartiment « récupérateur », il déclenche la vidange de ce compartiment au plus tôt dès lors qu'une hauteur d'eau de 30 cm est atteinte. L'exploitant indique également dans ce courriel procéder à des contrôles visuels avant tout dépotage de wagon.

→ Le constat relevé lors de la visite du 03/10/2022 est levée.

-> La non-conformité n°1 suite à l'inspection du 14/12/2020 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autonomie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Dérogations taux d'application

Prescription contrôlée :

Taux d'application d'extinction et durées pour les stratégies de lutte contre l'incendie ne prévoyant pas l'intervention des services d'incendie et de secours

A. - Taux d'application d'extinction forfaitaires

Pour la détermination des moyens en solution moussante et des réserves d'émulseur nécessaires à l'extinction d'incendies de liquides inflammables définis au point 43-1 du présent arrêté, les taux d'application d'extinction efficaces forfaitaires sont a minima, sauf dispositions différentes prescrites par le préfet au vu des justifications apportées par l'exploitant, ceux fixés dans le tableau suivant :

TAUX D'APPLICATION D'EXTINCTION	LIQUIDE non miscible à l'eau	LIQUIDE miscible à l'eau
Moyen d'application réalisant une application douce (notamment les déversoirs et boîtes à mousse)	4 litres par mètre carré et par minute	4 litres par mètre carré et par minute
Moyen d'application réalisant	5 litres par mètre carré et par	8 litres par mètre carré et par

une application indirecte (par exemple projection avec canon ou lance sur le réservoir)	minute	minute
Moyen d'application réalisant une application directe (projection avec canon ou lance sans toucher le réservoir)	7 litres par mètre carré et par minute	15 litres par mètre carré et par minute

B. - Méthodologie d'évaluation des taux d'application de solution moussante

Pour certains émulseurs s'avérant particulièrement performants, ayant satisfait à des tests de qualification selon des protocoles définis dans des guides professionnels reconnus par le ministère chargé du développement durable, les taux efficaces forfaitaires, selon le mode d'application, peuvent être remplacés, pour les incendies de rétention, par des taux calculés selon la méthodologie décrite ci-dessous.

Le taux d'application d'extinction réel à préconiser est $T_{réel} = T_{exp} \cdot K + 0,5$ litre par mètre carré et par minute où :

- T_{exp} est un taux d'application expérimental propre à chaque famille d'émulseur déterminé à partir d'une campagne d'essais ;
- K est un coefficient de majoration lié aux conditions d'application. Ce coefficient est propre à chaque site ;
- une majoration forfaitaire de 0,5 litre par mètre carré et par minute de ce taux est effectuée pour tenir compte des incertitudes inhérentes à toute détermination expérimentale.

Pour l'extinction d'un incendie de liquide inflammable, les valeurs des taux d'application expérimentaux d'extinction sont déterminées à partir d'une campagne d'essais tels que définis par les guides professionnels.

Le coefficient opérationnel K se détermine en effectuant la somme des majorations affectées aux différents paramètres présentés dans les tableaux ci-après, selon la formule : $K = 1 + F1 + F2$.

- F1 représente la somme des majorations liées aux facteurs influant directement sur le taux d'application, à savoir l'accessibilité aux côtés de la rétention, l'encombrement dans la rétention, la portée des jets de lance et les données météorologiques.

Majoration due à l'accessibilité	
Accessible de tous côtés	Aucune
Un côté inaccessible	0,25
Deux côtés inaccessibles	0,5
Majoration due à l'encombrement	
1 seul réservoir, pas de nappe de tuyauteries	Aucune
Plusieurs réservoirs	0,1
Rétention très encombrée, nappe de tuyauteries	0,2
Majoration due à la portée	
Impact sur le réservoir	Aucune
Impossibilité d'impacter le réservoir (émulseur de catégorie I)	0,25

Impossibilité d'impacter le réservoir (émulseur de catégorie II)	0,5
Majoration due à la météorologie (vent)	
Zone I selon les règles Neige et Vent	Aucune
Zone II selon les règles Neige et Vent	0,1
Zone III selon les règles Neige et Vent	0,2
Zone IV selon les règles Neige et Vent	0,3

L'évaluation des différents paramètres est effectuée au cas par cas en intégrant la présence des moyens fixes qui permettent de compenser les majorations liées aux conditions pénalisantes (pas de majoration pour les moyens fixes).

En cas d'utilisation simultanée de moyens fixes et de moyens mobiles, le calcul est fait au prorata de la contribution de chacun des moyens, calculée par rapport au taux nécessaire correspondant (pas de majoration pour les moyens fixes, majorations pour les moyens mobiles).

- F2 représente la majoration liée au délai de mise en œuvre des moyens. Les critères du paramètre F2 définis dans le tableau suivant doivent être réalisés en permanence à toute heure de la journée et de la nuit.

Majoration due au délai	
Si le temps de mise en œuvre des moyens fixes ou du premier moyen d'intervention ou de prévention est inférieur ou égal à quinze minutes et Si le temps de mise en œuvre de la moitié des moyens de temporisation est inférieur ou égal à trente minutes et Si le temps de mise en œuvre de l'intégralité des moyens de temporisation est inférieur ou égal à quarante-cinq minutes	Aucune
Si une ou plusieurs de ces conditions ne sont pas respectées	0,25
Si le temps de mise en œuvre de l'intégralité des moyens de temporisation est supérieur à quatre-vingt-dix minutes	0,5

Nota. - La temporisation consiste à réduire le flux thermique émis par l'incendie par la mise en œuvre de moyens d'application de solution moussante dont le taux est égal à la moitié du taux d'application nécessaire à l'extinction.

Le coefficient F2 est égal à 0 dans le cas de la mise en œuvre d'un tapis de mousse préventif.

L'évaluation des différents paramètres s'effectue au cas par cas en intégrant la présence des moyens fixes qui permettent de compenser les majorations liées aux conditions pénalisantes.

Des clarifications sur ces paramètres sont apportées dans des guides professionnels.

C. - Durées

Pour la détermination des réserves minimales en émulseur et éventuellement des réserves en eau, la durée de la phase d'extinction est la suivante :

- feu de réservoir :
- 20 minutes en cas d'usage de moyens fixes ou semi-fixes ;
- 20 minutes pour une surface de réservoir inférieure à 2 000 mètres carrés, plus 10 minutes par

tranche de 1 000 mètres carrés de surface de réservoir au-delà des 2 000 mètres carrés en cas d'usage de moyens mobiles.

- feu de rétention ou de sous-rétention :

- réduction du flux thermique par application de mousse d'extinction le temps de réunir l'intégralité des moyens d'extinction ;

- extinction en 20 minutes.

Constats :

Constats des précédentes inspections :

Constat de l'inspection du 14/12/2020 :

L'exploitant devra également confirmer que :

- le débit des moyens installés est supérieur au débit minimum d'extinction requis,

- les moyens en place permettent de couvrir la totalité de la surface de la cuvette (distance maximum de 30m).

Par ailleurs, vis-à-vis de la météorologie, le guide GESIP précise que les lances ou canons à poste fixe restent affectés par le vent, et que seuls les moyens fixes de type couronne ou déversoir ne sont pas soumis à une majoration due aux conditions météorologiques (facteur F1).

Constat de l'inspection du 03/10/2022:

Comme proposé par l'exploitant, un nouveau contrôle du débit du scénario majorant (feu de cuvette) devra confirmer que les moyens installés sont supérieurs au débit minimum d'extinction requis

Constat lors de l'inspection du 13/10/2023 :

L'exploitant a présenté le rapport faisant suite aux essais réalisés le 27 et 28 mars 2023 mettant en œuvre les moyens d'extinction dans le cas d'un feu de la plus grande cuvette du parc à fioul. Ces essais ont été réalisés à l'aide du groupe motopompe fonctionnant respectivement en mode électrique puis en mode thermique. Le rapport indique que les débits des solutions moussantes estimés sont conformes aux exigences requises. Ces essais réalisés l'ont été dans le cas le plus défavorable, à savoir avec un déclenchement de l'ensemble des moyens d'extinction situés autour du parc à fuel.

Le rapport conclu en outre que les débits des déversoirs sont inférieurs aux débits requis. Cependant, ce rapport stipule que les débits des couronnes de refroidissement de bac compensent ceux des déversoirs. De sorte que le débit cumulé des déversoirs et des couronnes permettent d'atteindre la densité requise.

A la lecture des mesures des débits réalisées lors de ces 2 essais, le débit cumulé des déversoirs et des couronnes atteint la densité requise lors de l'essai avec la moto-pompe thermique, mais ne l'est pas lors de l'essai avec la moto-pompe électrique (2,4 l/min/m² contre 2,5 l/min/m² attendu).

Par ailleurs, le rapport conclu que la projection en eau permet de couvrir 100 % des surfaces devant être refroidies. Ce rapport indique également que le dimensionnement géométrique des rideaux d'eau est adapté aux surfaces à couvrir.

Le rapport préconise toutefois la mise en place d'un système de protection du dispositif de dosage FIREDOS.

Lors de l'inspection du 13/10/2023, l'exploitant a expliqué qu'un tel système ne pourrait pas garantir une stabilité du débit en émulseur.

L'exploitant a toutefois indiqué que des installations identiques sont installées sur d'autres turbines à combustion du parc EDF et n'ont pas fait l'objet de retour négatif.

→ **Le constat relevé lors de l'inspection du 14/12/2020 est maintenue. L'exploitant doit justifier de l'acceptabilité des mesures de débits réalisée avec la moto-pompe électrique ; le cas échéant, il adaptera les installations afin de respecter les débits requis.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Bilan annuel et Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.

L'exploitant transmet également à l'inspection des installations classées, avant le 30 avril de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par les dispositions de la section 1 du chapitre 6 du titre II et par les articles 31, 37, 48, 49, 51, 58 et 65 du présent arrêté.

Constats :

Constats établis lors des précédentes inspections :

Non-conformité n°2 de l'inspection du 14/12/2020 : l'exploitant ne transmet pas, avant le 30 avril de l'année suivante, le bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par les dispositions de la section 1 du chapitre 6 du titre II et par les articles 31, 37, 48, 49, 51, 58 et 65 de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 contrairement aux dispositions de l'article 6 du même arrêté.

Constats de l'inspection du 03/10/2022 : Le bilan annuel a été transmis avec le courrier en réponse du 01/06/2021.

L'exploitant devra préciser dans le bilan annuel les heures de fonctionnement en fonction du combustible du fait de la limite à 500h pour le FOD dans l'arrêté préfectoral du 25/07/2022 et 2000 h pour le gaz.

Le bilan ne fait pas apparaître les contrôles réalisés au titre de l'article 31 (suivi qualité des appareils de mesure en continu). Le bilan doit résumer les résultats des bilans trimestriels et indiquer la conformité des mesures. Pour l'article 48, il est nécessaire d'indiquer la quantité totale prélevée en eau. Pour l'article 58, il est nécessaire d'indiquer les dates des exercices et les formations suivies dans l'année.

Non-conformité de l'inspection du 03/10/2022 : Le bilan n'indique pas la surveillance et les opérations imposées par les dispositions des articles 31, 48 et 49, 51 et 58 de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 contrairement aux dispositions de l'article 6 du même arrêté.

Constats lors de l'inspection du 13/10/2023 :

Dans son courrier en réponse aux fiches d'écart relevées lors de l'inspection du 03/10/2022, l'exploitant a transmis le bilan annuel 2022 de la surveillance des rejets dans l'environnement. Ce bilan mentionne les durées de fonctionnement au FOD et au gaz naturel pour les 2 TAC. Ces durées sont inférieures à 500 h/an et à 2000 h/an respectivement pour un mode de fonctionnement au FOD et au gaz naturel.

En outre, le bilan pour l'année 2022 comporte :

- les conditions de surveillances des rejets atmosphériques ;
- la surveillance dans l'environnement ;
- la surveillance des rejets aqueux et de leur impact sur le milieu ;
- l'information sur le devenir des sous-produits et des déchets ;
- la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Ces éléments correspondent respectivement aux articles 31, 37, 48-49, 51 et 58 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

Lors de l'inspection du 13/10/2023, l'exploitant a indiqué que le programme de surveillance de l'environnement s'est fait en mai et en décembre pour l'année 2023, en application de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 23/12/2022. À ce titre, l'Inspection a pu consulter les conclusions des retombées dans l'environnement datant de mai 2023.

→ La non-conformité relevée lors de l'inspection du 14/12/2020 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 37

Thème(s) : Risques chroniques, Retombées dans l'environnement

Prescription contrôlée :

Une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées de polluants au voisinage de l'installation peut être imposée par l'arrêté préfectoral pour chacun des polluants mentionnés au chapitre II du présent titre, en fonction de l'impact potentiel des émissions sur l'environnement et la santé publique. Cette surveillance est obligatoire pour les établissements dont les rejets dans l'atmosphère dépassent au moins l'un des flux suivants :

- 200 kg/h de SO₂ ;
- 200 kg/h de NO_x ;
- 150 kg/h de composés organiques ;
- 50 kg/h de poussières ;
- 50 kg/h de composés inorganiques gazeux du chlore ;
- 50 kg/h d'acide chlorhydrique ;
- 25 kg/h de fluor et composés fluorés ;
- 10 g/h de cadmium et de mercure et leurs composés (exprimés en Cd + Hg) ;
- 50 g/h d'arsenic, sélénium et tellure et leurs composés (exprimés en As + Se + Te) ;
- 500 g/h (dans le cas d'installations de combustion consommant du fuel lourd, cette valeur est portée à 2 kg/h) d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, plomb, vanadium et zinc, et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) ;
- ou 100 g/h de plomb et ses composés (exprimés en Pb).

Le programme de surveillance est mis en oeuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

L'arrêté préfectoral fixe les modalités de cette surveillance, en particulier le nombre et la localisation des points de mesure ainsi que les conditions de prélèvement et d'analyse. Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Les émissions diffuses sont prises en compte. Cette surveillance est mise en place dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets. Dans tous les cas, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée autorisée ou dans son environnement proche.

Constats :

Constats établis suite à l'inspection du 03/10/2022 :

Constats de l'inspection du 03/10/2022 : Le programme de surveillance environnementale a été transmis par courrier du 19/12/2017. Le programme liste les substances visées par la surveillance environnementale (métaux), sans justifier les raisons pour lesquelles certaines substances ne sont pas retenues au regard des dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

L'exploitant précisera pour chaque substance visée par l'article 37 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 les flux émis par l'installation afin de justifier la liste des substances retenues dans le programme de surveillance environnementale.

Par ailleurs, l'exploitant a proposé des points de prélèvements par rapport à l'étude de dispersion, les 2 points proposés étant situés au Nord-Est.

Néanmoins, l'exploitant devra compléter les points de prélèvements avec a minima un point au Sud-Ouest en fonction de l'étude de dispersion.

L'exploitant confirmera la faisabilité technique des prélèvements aux points identifiés, et transmettra également un plan de localisation des points de prélèvement pouvant être annexé à un arrêté préfectoral complémentaire.

Enfin, l'exploitant indiquera les dispositions prises pour mesurer et enregistrer en continu la vitesse et la direction du vent sur l'installation ou dans son environnement proche.

Constats lors de l'inspection du 13/10/2023 :

Dans son courrier de réponse aux fiches d'écart relevées lors de l'inspection du 03/10/2022, l'exploitant a transmis un programme de surveillance environnementale pour le site de Montereau mis en œuvre dès le début de l'année 2023.

Ce document indique les points de prélèvements autour du site. En particulier, l'exploitant a défini 2 nouveaux points de prélèvement situés au Sud-Ouest de l'établissement.

Une première campagne de mesures s'est déroulée du 30 mars au 26 avril 2023. Cette campagne utilisait des tubes passifs, des jauges et des mousses (bryophytes terrestres) pour mesurer le NO₂, les poussières et 15 types métaux. À ce titre, l'exploitant a mesuré et a enregistré la direction et la vitesse du vent durant l'ensemble de la campagne de mesure.

Cependant, des substances telles que le SO₂, les composés organiques, les composés inorganiques gazeux du chlore, l'acide chlorhydrique, ainsi que le fluor et ses composés n'ont pas été suivis lors de cette campagne de mesures.

Observation n°13102023-1 : L'exploitant doit justifier de la non nécessité de suivre les polluants : SO₂, composés organiques, composés inorganiques gazeux du chlore, acide chlorhydrique, ainsi que le fluor et ses composés, en transmettant notamment les flux d'émission.

Lors de l'inspection du 13/10/2023, l'exploitant a indiqué qu'une seconde campagne de mesures se déroulerait durant le mois de décembre 2023.
→ Le constat relevé dans la fiche de constat n°14 du rapport de l'inspection du 03/10/2022 est levé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Management de l'énergie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, IED MTD
Prescription contrôlée : Article 2.1.5 : Management de l'énergie L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un système de management de l'énergie.
Constats : <u>Constats établis suite à l'inspection du 03/10/2022 :</u> Constats de l'inspection du 03/10/2022 : Le système de management de l'énergie est intégré à la note de management global du CETAC. Le site a par ailleurs fait l'objet d'un audit énergétique réalisé dans le cadre de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, daté du 09/08/2021 (V3). L'audit a permis de définir des Indicateurs de Performance Energétique (IPE). C'est au travers de ces indicateurs qu'est suivie la performance énergétique du site. Les IPE sont suivis mensuellement. En annexe 9 est indiqué un plan d'actions. Six actions sont listées, dont 2 sont à 100%. L'exploitant justifiera de l'avancée des actions restantes, en définissant un responsable de l'action à réaliser et un échéancier de réalisation. <u>Constats lors de l'inspection du 13/10/2023 :</u> Dans son courrier de réponse aux fiches d'écart relevées lors de l'inspection du 03/10/2022, l'exploitant a indiqué qu'une mise à jour de l'audit énergétique était prévu en septembre 2023, durant laquelle un plan d'action sera défini. Lors de l'inspection du 13/10/2023, l'Inspection a demandé à consulter le plan d'action défini suite à l'audit énergétique. Parmi les actions définies, une était indiquée comme étant réalisée à 75 % et d'autres n'avaient pas été débutées (0 % d'avancement). → Le constat relevé dans la fiche de constat n°16 du rapport de l'inspection du 03/10/2022 est levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan de gestion des périodes OTNOC

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, IED MTD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.1.7 Gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement</p> <p>Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé. - les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé. <p>L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions.</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion de ces périodes OTNOC contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, l'eau ou le sol (par exemple types de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à combustion), - l'établissement et la mise en oeuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes, - une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en oeuvre des mesures correctives si nécessaire, - une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en oeuvre des mesures correctives si nécessaire. <p>Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats établis suite à l'inspection du 03/10/2022 :</u></p> <p>L'exploitant a établi un plan de gestion des périodes OTNOC pour le site de Montereau daté du 02/08/2021.</p> <p>Les outils de suivi sont en place (appareil de mesure en continu, centre de télésurveillance, etc.) mais le suivi de ces périodes n'est pas encore formalisé pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en oeuvre des mesures correctives si nécessaire, - une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en oeuvre des mesures correctives si nécessaire. <p><u>Constats lors de l'inspection du 13/10/2023 :</u></p> <p>Dans son courrier de réponse aux fiches d'écart relevées lors de l'inspection du 03/10/2022, l'exploitant a indiqué qu'une note technique pour la formation des OTNOC de l'ensemble des TAC était en cours de rédaction. Lors de l'inspection du 13/10/2023, l'exploitant a expliqué que cette note technique était en cours de signature. Il a également indiqué que les périodes OTNOC seraient déclarées dans GEREP lors de la campagne de déclaration pour l'année 2023.</p> <p>À ce jour, la déclaration GEREP a été réalisée à 100 % par l'exploitant. Toutefois, aucune</p>

déclaration des situations OTNOC n'apparaît.
→ Le constat relevé dans la fiche de constat n°17 du rapport de l'inspection du 03/10/2022 est maintenu. L'exploitant doit déclarer ses périodes OTNOC dans GEREP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, IED MTD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 6.1.2 « Responsabilité du producteur de déchets » est complété par la phrase suivante : L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des déchets répondant à ces dispositions.</p>
<p>Constats : <u>Constats établis suite à l'inspection du 03/10/2022 :</u></p> <p>L'exploitant a une note d'organisation de la gestion des déchets au CETAC, datée du 22/07/2021. Cette note précise l'organisation mise en place pour gérer les déchets produits sur les sites. Elle définit les procédures à suivre pour optimiser le tri, la collecte, l'expédition et l'élimination des déchets. Cette note détaille également les rôles et responsabilités de chacun dans la gestion des déchets.</p> <p>L'article 6.1.2 de l'arrêté d'autorisation du 09/02/2010 prévoit notamment de limiter les transports en distance et en volume des déchets. L'inspection n'a pas noté de disposition particulière concernant la limitation des transports en distance et en volume des déchets dans la note d'organisation transmise.</p> <p><u>Constats lors de l'inspection du 13/10/2023 :</u></p> <p>Dans son courrier de réponse aux fiches d'écart relevées lors de l'inspection du 03/10/2022, l'exploitant a transmis le plan de gestion des déchets au CETAC. Ce document indique dans la mesure du possible une réutilisation des déchets, sinon un tri à la source des déchets. L'exploitant, par l'intermédiaire d'EDF, procède à un traitement des déchets par zone géographique afin de limiter des trajets trop longs.</p> <p>Durant la visite du site, l'Inspection a pu constater un tri à la source des déchets au travers de benne présentes.</p> <p>→ Le constat relevé dans la fiche de constat n°18 du rapport de l'inspection du 03/10/2022 est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Fluides Frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 12-3

Thème(s) : Risques accidentels, Étiquetage et informations sur les produits et les équipements

Prescription contrôlée :

[....]

3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes:

a)	une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou qu'il en est tributaire;
b)	la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, le nom chimique;
c)	à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO ₂ , de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.

L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes, le cas échéant:

a)	une mention indiquant que les gaz à effet de serre fluorés sont contenus dans un équipement hermétiquement scellé;
b)	une mention indiquant qu'un appareil de commutation électrique a un taux de fuite testé, indiqué dans les spécifications techniques du fabricant, inférieur à 0,1 % par an.

Constats :

L'établissement possède au niveau de la baie d'analyse située dans un local en extérieur, un groupe froid contenant des fluides frigorigènes. Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté l'absence d'indication sur le type de fluide au sein de l'installation, ainsi que la quantité en équivalent CO₂.

Non-conformité n°13102023-1 : La baie d'analyse ne dispose pas d'indication sur le type de fluide frigorigène utilisé ni sur la quantité de ce fluide en équivalent CO₂. L'exploitant doit être en capacité de fournir les informations précitées.

Observation n°13102023-2 : L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des installations contenant des fluides frigorigènes au sein de son établissement répond aux prescriptions réglementaires en la matière. Il doit pouvoir justifier de sa conformité à ces prescriptions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Assurance Qualité des AMS 1/5 - Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3

Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure en continu
Prescription contrôlée : <p>I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p>
Constats : <p><u>AMS</u></p> <p>Chacune des TAC dispose des appareils de surveillance en continu (AMS) suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SIDOR (SICK) pour la mesure du CO, des SOx, du NO et de l'O₂, - Opacimètre DustHunter SB 100 (SICK) pour la mesure des poussières. <p>Les constats concernant la mise en œuvre des procédures QAL1, QAL2 et QAL3 et des vérifications annuelles (AST) sont détaillés dans les fiches suivantes (Points de contrôle « Assurance qualité des AMS » 2/5 à 5/5).</p> <p><u>Convertisseur de NO₂ en NO</u></p> <p>Pour chacune des TAC, un convertisseur de NO₂ en NO est installé en amont de l'analyseur SIDOR pour la détermination des NOx imposée par la réglementation (pour rappel, NOx = NO + NO₂, les résultats étant exprimés en NO₂).</p> <p>Les convertisseurs de NO₂ en NO ne sont pas visés par le QAL 1 car ils ne font pas partie intégrante des AMS.</p> <p>Pour garantir la qualité des mesures en NO, les convertisseurs de NO₂ en NO sont contrôlés mensuellement. Une maintenance préventive régulière, consistant notamment au remplacement des cartouches catalytiques et des joints, est également prévue. La fiche d'intervention présentée en séance précise une maintenance a minima semestrielle. Toutefois, elle serait en réalité annuelle.</p> <p><u>Observation n°13102023-3 : L'exploitant doit :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – vérifier la fréquence minimale pour la maintenance préventive des convertisseurs de NO₂ installés sur le site de Montereau (dont le remplacement de la cartouche catalytique), – mettre en cohérence les consignes figurant dans la fiche de maintenance établie pour le site de Montereau, le cas échéant, – transmettre les 2 dernières fiches de maintenance des baies d'analyses SIDOR des 2 TAC mettant en évidence le remplacement des cartouches catalytiques et des joints des convertisseurs de NO₂.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Assurance Qualité des AMS 2/5 - QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3

Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure en continu
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) [...] Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. [...] Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.
Constats : L'AMS SIDOR dispose d'un certificat QAL1, toujours valide. Le certificat QAL1 couvre les paramètres suivants : O ₂ , CO, SO _x et NO. L'opacimètre dispose également d'un certificat QAL1 toujours valide d'après le site de l'Agence pour l'Environnement anglaise (certificat MCERTS). Pour chacun des paramètres mesurés en continu, d'après les certificats QAL1, l'étendue de la mesure certifiée des AMS est adaptée à l'application qui en est faite (étendue ne dépassant pas 2,5 fois la VLE journalière pour les installations de combustion), sauf pour la mesure du SO ₂ par l'AMS SIDOR en cas de fonctionnement au gaz naturel (VLE journalière de 11 mg/Nm ³ alors que l'étendue de la mesure est de 0-150 mg/m ³). Par ailleurs, l'incertitude de mesure est conforme à celle demandée par la réglementation (l'incertitude élargie relative de mesure fournie dans le certificat ne dépasse pas 75 % du seuil d'incertitude élargie fixé dans la réglementation). Enfin, l'inspection a constaté que les conditions d'installation des AMS SIDOR concordent avec les conditions de certification figurant dans le certificat QAL 1 (maîtrise et surveillance de la température ambiante, présence des lignes d'échantillonnage chauffée, d'un groupe froid avec compresseur). Non-conformité n°13102023-2 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.2.8.3 modifié de l'arrêté préfectoral du 9 février 2010, pour un fonctionnement au gaz naturel, l'AMS SIDOR n'est pas apte au mesurage du SO ₂ dans les étendues fixées par la procédure QAL 1. L'exploitant doit mettre en place un moyen de mesurer le SO ₂ , conformément à l'article précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Assurance Qualité des AMS 3/5 - QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure en continu
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions

ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) [...]
Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 [...]

Constats :

L'exploitant a fourni les rapports relatifs au QAL 2 établis par Bureau Veritas, accrédité selon la norme EN/ISO/IEC 17 025. Les QAL 2 ont été réalisés il y a moins de 5 ans. L'inspection relève :

Pour les 2 TAC :

- les QAL 2 portent sur les paramètres à mesurer en continu et l'O₂, sauf les poussières,
- le nombre de mesurages n'est pas respecté,
- des droites d'étalonnage par paramètre sont fournies (sauf pour les poussières),
- les droites d'étalonnage sont exprimées dans les conditions de mesure des AMS (conditions normales de pression et température - unité en mg/Nm³),
- les durées minimales de mesurage, les durées entre chaque essai et les périodes de mesurage sont respectées.

S'agissant de la mesure en continu des poussières, l'exploitant retient la précision dans le fascicule de documentation FD X 43-132 au paragraphe 5.2.1 : « *s'il n'y a pas de substitut et si les mesures sont inférieures à 10 % de la VLE, il est adopté une fonction d'étalonnage $y=x$ jusqu'à la VLEj* ». L'inspection relève toutefois que :

- les résultats de l'autosurveillance de janvier à septembre 2023 mettent en évidence une concentration supérieure à 10 % de la VLE (en mars pour la TAC 5 fonctionnant au gaz),
- la fonction d'étalonnage $y=x$ n'est valable que jusqu'à la VLE journalière; une fonction d'étalonnage est requise en cas de dépassement de la VLE journalière,
- l'absence de QAL2 dont l'objectif n'est pas uniquement la détermination de la droite d'étalonnage ; le QAL2 consiste également en une série de tests opérationnels et de contrôles pour s'assurer que l'AMS est installé correctement et qu'il fonctionne suffisamment bien au regard des niveaux de performance requis et en une détermination de la variabilité de l'appareil pour valider son aptitude à l'emploi après installation sur le site.

L'inspection relève par ailleurs dans la conclusion du rapport QAL2 de la TAC 5, réalisé en 2020, une non-conformité ne permettant pas d'établir la droite pour le paramètre poussières et la nécessité d'identifier la nature des causes et des actions correctives à réaliser sur l'AMS avant de prévoir un nouveau QAL 2. Il n'est pas fait mention du paramètre poussières dans les rapports QAL2 de la TAC 6.

Non-conformité n°13102023-3 : Contrairement à la disposition 3.2.8.3 modifiée de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/02/2010, la procédure d'assurance qualité QAL 2 n'est pas appliquée pour les appareils employés pour la mesure en continu des émissions de poussières des deux TAC. L'exploitant doit appliquer la procédure QAL 2 et justifier de sa mise en place.

En outre une non-conformité a été relevée lors de l'inspection du 03/10/2022. Dans son courrier en réponse, l'exploitant indique que la courte durée de fonctionnement des TAC associée à une faible concentration en poussières dans les émissions ne permettent pas de réaliser un étalonnage convenable de l'opacimètre.

→ **La non-conformité relevée dans la fiche de constat n°13 du rapport de l'inspection du 03/10/2022 est maintenue.**

S'agissant du nombre de mesurages, l'inspection note que Bureau Veritas a réalisé 5 ou 6 mesurages, au lieu de 15, considérant que les TAC sont « *de secours* », avec des émissions de pollution réduites, et compte tenu de l'homogénéité des combustibles et des émissions associées

(traitement comme un cas C du fascicule de documentation FD X 43-132). Toutefois, comme l'indique le fascicule, le cas C peut être appliqué uniquement si les précédents contrôles réglementaires montrent des concentrations inférieures à 30 % de la VLE journalière. Or ce n'est manifestement pas le cas, au regard des valeurs mesurées en NO_x et SO₂ pour les 2 TAC lors des QAL2 et lors des derniers contrôles périodiques. De plus, l'installation est autorisée à fonctionner plus de 500 h/an.

Non-conformité n°13102023-4 : Contrairement à la disposition 3.2.8.3 modifiée de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/02/2010, l'appareil de mesure en continu SIDOR n'est pas totalement exploité selon le fascicule de documentation FD X 43-132. En effet, la stratégie de mesurage des QAL 2 n'est pas conforme au logigramme de la figure 2 en 5.2 du fascicule. Pour les prochains QAL 2, l'exploitant veille à communiquer à l'organisme de contrôle les résultats des contrôles réglementaires réalisés pour l'ensemble des paramètres mesurés en continu et s'assurera de la bonne mise en œuvre des normes en vigueur pour l'application du QAL 2, notamment concernant le nombre de mesurage (au moins 15 mesurages valides uniformément répartis sur une période d'au moins 3 jours, sur toute la durée de chaque journée de mesurage et réalisés sous une période de 4 semaines).

S'agissant de la mesure des émissions de SO₂ en fonctionnement « gaz naturel », Bureau Veritas précise dans ses rapports QAL2 que "les émissions sont extrêmement faibles et la VLE réduite en conséquence ; de ce fait les calculs statistiques sur cette base ne permettent quasiment aucun écart, et ne sont pas transposables au mode « FOD » où la présence de SO₂ dans les fumées, bien que faible, est avérée".

Observation n°13102023-4 : L'exploitant doit s'assurer de la validité des droites d'étalonnage pour le SO₂, compte tenu de la remarque formulée par l'organisme de contrôle dans les rapports QAL2 et du point soulevé dans la fiche de contrôle relative au QAL 1 (pour le SO₂ avec un fonctionnement gaz naturel, l'étendue de la mesure certifiée de l'AMS n'est pas adaptée à l'application qui en est faite).

S'agissant des paramètres périphériques, l'exploitant a précisé que les capteurs de pression et les sondes de température sont internes à l'AMS et sont donc intégrés dans les QAL3, l'AST et le QAL2.

Pour la TAC 5 spécifiquement :

Par sondage, l'inspection a relevé les droites d'échantillonnage renseignées dans le dispositif d'acquisition et de traitement des données (WEX). Les droites concordent avec celles du dernier QAL 2.

Pour la TAC 6 spécifiquement :

Deux QAL 2 ont été réalisés, en 2022 et en 2023, l'AST 2023 étant devenu un QAL 2, compte tenu des résultats obtenus. En effet, dans son rapport de 2023, Bureau Veritas a établi de nouvelles droites d'étalonnage et précise que : « les résultats retrouvés sont anormaux par rapport aux autres installations similaires. En effet, il est possible que les futurs AST ne passent pas. Ainsi, nous vous conseillons de revoir l'analyseur de NO afin de corriger ces écarts et de réaliser à nouveau un QAL2 lors du prochain contrôle réglementaire. »

L'exploitant a précisé n'avoir pas tenu compte des nouvelles droites d'étalonnage établies en 2023, émettant des doutes sur la procédure QAL2 mise en œuvre cette année. Il n'y a pas eu d'action particulière concernant l'AMS SIDOR en place.

Observation n°13102023-5 : L'exploitant doit démontrer que l'AMS SIDOR installé pour la mesure en continu des émissions de la TAC 6 est bien apte à l'emploi et est correctement étalonné, en

réalisant un nouveau QAL 2 conformément aux normes en vigueur et présentant des conclusions satisfaisantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Assurance Qualité des AMS 4/5 - QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure en continu
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) [...] l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 [...]
Constats : Les contrôles QAL 3 sont effectués par le prestataire SECAUTO tous les mois. Ils sont reportés dans des cartes de contrôles EWNA, exprimés sous forme différentielle (valeur cible = 0) permettant de conserver l'historique en cas de remplacement des bouteilles de gaz étalon. L'inspection a constaté la présence sur place de bouteilles étalon. Les dates de validité ne sont pas dépassées. <u>Observation n°13102023-6 :</u> L'exploitant doit communiquer les résultats des contrôles QAL 3 à zéro concentration (au format carte de contrôle). L'inspection a relevé dans le rapport relatif au QAL2 2023 de la TAC 6 que les résultats des tests effectués sur les étalons du site non certifiés COFRAC n'étaient pas satisfaisants. Plus précisément, il est fait mention, pour la bouteille étalon de NO, un écart trop important entre la valeur indiquée sur la bouteille et celle mesurée par l'analyseur SRM. Le même constat a été établi lors de l'AST 2023 de la TAC 5. BUREAU Veritas précise « <i>qu'il appartient au client de faire le nécessaire concernant le suivi QAL3.</i> » <u>Observation n°13102023-7 :</u> L'exploitant doit s'assurer de la conformité des résultats lors des contrôles QAL3, compte tenu des non-conformités relevées par Bureau Veritas sur les gaz étalons NO des 2 TAC du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Assurance Qualité des AMS 5/5 - AST

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure en continu
Prescription contrôlée :

<p>Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) [...]</p> <p>L'absence de dérive est contrôlée par les procédures [...] AST. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le dernier rapport relatif à l'AST (tests annuels de surveillance) de la TAC 5 établi par Bureau Veritas, accrédité selon la norme EN/ISO/IEC 17 025. L'AST a été réalisé il y a moins d'1 an (un QAL 2 a été réalisé pour la TAC 6 en 2023).</p> <p>L'inspection relève que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'AST porte bien sur les paramètres à mesurer en continu sauf les poussières, - les modalités de mise en œuvre de la procédure AST semblent satisfaisantes, - les conclusions sont satisfaisantes (analyseurs conformes à la norme et tests opérationnels réalisés avec succès) et concordent avec les QAL 2, - les VLE sont respectées durant l'AST. <p>S'agissant de l'absence d'AST pour le paramètre poussières, l'inspection rappelle que l'AST a pour objectif d'évaluer si le système de mesurage fonctionne correctement, si ses performances restent valides et si l'étalonnage et sa variabilité restent inchangés par rapport à leur détermination lors du QAL2.</p> <p><u>Non-conformité n°13102023-5</u> : Contrairement à la disposition 3.2.8.3 modifiée de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/02/2010, l'AST n'a pas été mis en œuvre pour l'appareil employé pour la mesure en continu des émissions de poussières de la TAC 5. L'exploitant doit mettre en œuvre l'AST conformément à l'arrêté précité. Il doit pouvoir justifier de cette conformité auprès du service d'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 15 : Détermination des concentrations moyennes validées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure en continu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiquée à l'article 3.2.8.3 du présent arrêté.</p> <p>Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.</p> <p>Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à dix par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.</p> <p>Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse trente par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions de l'article 3.2.8.5-II du présent arrêté.</p>

<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a constaté des valeurs en concentration mesurées exprimées dans des conditions normales de température et pression (mesures intégrées à l'AMS), auxquelles sont appliquées la droite d'étalonnage QAL2 correspondante puis une correction d'O₂ au niveau de référence (15 % pour les turbines). En outre, il a été constaté une détermination correcte des valeurs validées (soustraction des valeurs d'incertitude déterminées sur la base des valeurs limites d'émission et non des valeurs mesurées).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Détermination des flux horaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Flux des émissions atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.[...] En particulier, « les méthodes normalisées de référence fixées dans un avis publié au Journal officiel » sont respectées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le débit des fumées n'est pas mesuré en continu par l'exploitant mais est calculé, comme le permet la norme NF EN 16911-1. Ainsi, l'annexe E de la norme NF EN 16911-1, précise que la méthode consiste à multiplier la consommation d'énergie par un facteur de combustible pour déterminer le débit sec du gaz dans le conduit aux conditions de référence (0 % O₂, 273,15 K et 101,325 kPa). La consommation d'énergie peut être obtenue directement par le mesurage du débit et du pouvoir calorifique du combustible.</p> <p>L'inspection prend acte du facteur fixe retenu pour le fioul domestique (gasoil) et de la conversion des débits calculés à 0 % d'O₂ à une teneur en oxygène de référence de 15 %.</p> <p>Concernant la détermination de la consommation d'énergie (quantité de combustible consommé et PCI), l'inspection note, dans le guide FDX43-140, que le calcul du débit-volume des gaz de combustion n'est possible que si sont connus le débit de combustible entrant avec un dispositif de mesurage raccordé et le PCI du combustible utilisé. Le guide précise qu'une utilisation de la méthode de calcul sur une période longue ne pourra se faire que si les contrôles du combustible sont fréquents. Il précise également que la méthode ne peut s'appliquer que si les exigences du Tableau E.5 sont remplies et que les résultats sont obtenus à partir de capteurs raccordés.</p> <p>Le tableau E.5, qui figure dans la norme NF EN 16911-1, définit les exigences de performance pour les principales données d'entrée du calcul. Il précise également les méthodes de détermination de ces données.</p> <p>Ainsi, le PCI issu de la base OMINEA établie et mise à jour chaque année par le CITEPA ne répond pas aux exigences de la norme. En effet, les PCI figurant dans la base OMINEA sont des valeurs moyennes retenues en tenant compte des informations disponibles au niveau international. Or, selon les exigences de la norme, le PCI doit être déterminé par un laboratoire accrédité ou au moyen d'un instrument étalonné. La norme exige donc un PCI spécifique au combustible employé et non une valeur de PCI par défaut.</p>

Le PCI peut être mesuré ou donné par le fournisseur du combustible. L'inspection note d'ailleurs que, s'agissant du site de Montereau, les PCI spécifiques au fioul domestique et au gaz naturel consommés sont connus puisqu'ils sont pris en compte dans le cadre de la surveillance des émissions de gaz à effet de serre.

Non-conformité n°13102023-6 : Contrairement aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif aux installations classées 3110 supérieures à 50 MW, la norme NF EN 16911-1 et le guide FDX43-140, visés par l'avis du 22/02/22 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures air, eau et sols dans les ICPE à autorisation, ne sont pas respectés, en ce qui concerne la détermination des débits de gaz et fumées. L'exploitant doit justifier des dispositions prises, soit pour respecter les méthodes normalisées de référence pour calculer le débit à partir de la consommation d'énergie conformément aux dispositions de la norme NF EN 16911-1 et au guide FDX43-140, soit en mesurant en continu le débit des gaz de combustion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Détermination des flux annuels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Flux des émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

III. [...] l'arrêté préfectoral fixe un flux massique horaire, journalier, mensuel ou annuel. Ce flux maximum prend notamment en compte la durée de fonctionnement de l'installation. [...] Les émissions des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (démarrage et arrêts, pannes des systèmes de traitement des fumées...) sont prises en compte dans les flux annuels.

Constats :

Jusqu'à présent, l'exploitant détermine les flux annuels sans intégrer les émissions des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (démarrage et arrêts, pannes des systèmes de traitement des fumées...).

En séance, l'exploitant a précisé qu'il avait engagé des démarches pour se conformer aux exigences réglementaires, en parallèle de l'établissement du plan de gestion des périodes OTNOC.

Non-conformité n°13102023-7 : Contrairement aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable aux installations classées 3110 supérieures à 50 MW, l'exploitant n'a pas tenu compte des émissions des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement pour la détermination des flux annuels. L'exploitant doit se conformer à la réglementation pour la détermination des prochains flux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010 et du 23/12/2022, respectivement articles 3.2.8.2 et 6
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure périodique
Prescription contrôlée : Article 3.2.8.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2010 : II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures des paramètres visés aux articles 3.2.4 (concentrations) et 3.2.6 (flux horaires) du présent arrêté par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu. Les mesures périodiques s'effectuent à la charge nominale de l'installation et au minimum technique, soit 66 % de la charge nominale au FOD et 65 % au gaz naturel, après une période de stabilisation du régime de fonctionnement. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois. -- Article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 2022 : Jusqu'au 31 décembre 2023, la fréquence du contrôle périodique est modifiée pour les métaux (fréquence mensuelle jusqu'au premier trimestre 2023 puis une autre mesure au second semestre 2023). Cette disposition s'applique sous couvert de la sollicitation sur le réseau de la TAC en fonctionnement au FOD lors de l'essai planifié et dans les conditions d'exploitation prévues. En cas d'indisponibilité de réalisation de contrôle, l'exploitant s'engage à informer dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées de la date de la prochaine reprogrammation du contrôle.
Constats : L'exploitant a fait procéder au contrôle périodique des émissions atmosphériques des 2 TAC les 9 et 10 mars 2023. Le contrôle a été mené par BUREAU VERITAS (Unité d'Evry), accrédité COFRAC et agréé pour les paramètres recherchés. Les mesures portent sur l'ensemble des paramètres réglementés. Pour les deux turbines, l'inspection note que les mesures ont été réalisées pour un fonctionnement au gaz naturel et un fonctionnement au fioul domestique, à charge nominale. Aucune mesure n'a été effectuée au minimum technique. <u>Non-conformité n°13102023-8</u> : Aucune mesure n'a été effectuée au minimum technique tant pour un fonctionnement au fioul qu'au gaz naturel. → En conclusion de ce constat, l'exploitant doit réaliser, avant la fin du premier semestre de l'année 2024, la mesure périodique des émissions atmosphériques des 2 TAC au minimum technique, conformément aux dispositions de l'article 3.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 09/02/2010. Les résultats seront communiqués conformément à l'article 3.2.8.6 du même arrêté. S'agissant des dispositions particulières introduites par l'arrêté préfectoral du 23/12/22, l'inspection constate qu'un seul contrôle spécifique des métaux a été réalisé au premier trimestre 2023. En outre, par courrier du 5 mars 2024, l'Inspection a reçu l'ensemble des synthèses mensuelles tel que spécifiée à l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 23/12/22. L'inspection a

<p>constaté qu'aucun contrôle spécifique des métaux n'a été réalisé au deuxième semestre 2023 contrairement à ce que prévoyait l'arrêté préfectoral du 23/12/22. En effet, un contrôle spécifique a été planifié du 23 au 27 octobre 2023. Cependant, les TAC n'ont pas fonctionné sur cette période.</p> <p><u>Non-conformité n°13102023-9</u> : Contrairement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23/12/22, s'agissant du premier trimestre 2023 et du second semestre 2023, l'exploitant n'a pas informé dans les meilleurs délais les services de la DRIEAT de la date de la prochaine reprogrammation du contrôle en cas d'impossibilité de réalisation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Contrôle périodique des rejets atmosphériques 2/2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.</p> <p>Les mesures sont réalisées conformément aux normes mentionnées dans l'avis du 30 décembre 2020 du ministère de la Transition Écologique sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>S'agissant des rapports établis par Bureau Veritas, l'inspection formule les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rapports ne permettent pas d'identifier clairement le type de combustible employé au moment des essais, - pour un fonctionnement « gaz naturel » des 2 TAC, l'inspection relève la réalisation de 2 essais au lieu de 3. L'inspection s'interroge notamment pour le paramètre NOx, considérant les niveaux de concentration mesurés lors des 2 essais de 2023, bien supérieurs à 20 % de la valeur limite. - Le rapport relatif à la campagne précédente pouvant justifier un nombre d'essai inférieur à 3 n'est pas mentionné. <p><u>Observation n°13102023-8</u> : Il est demandé à l'exploitant de veiller, pour les prochains contrôles périodiques des émissions atmosphériques et rapports établis par l'organisme de contrôle, à la cohérence des données et au respect des normes de référence en vigueur. Si nécessaire, l'exploitant doit demander la révision des rapports à l'organisme de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.5
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – respect des VLE
Prescription contrôlée : I - Mesures en continu Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.4 du présent arrêté sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées : <ul style="list-style-type: none">• aucune valeur moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission ;• 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission mensuelles. Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à l'article 3.2.8.4 du présent arrêté. Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 2.1.6 du présent arrêté. Toutefois, les émissions de polluants durant ces périodes sont estimées et rapportées dans les mêmes conditions que le bilan des mesures et la déclaration annuelle des émissions prévus aux chapitres 10.1 et 10.2 du présent arrêté.
Constats : Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis 2 tableaux comportant les données relevées de janvier à septembre 2023. Ces tableaux comportent, pour chaque TAC, combustible employé et paramètre mesuré en continu : <ul style="list-style-type: none">- les concentrations moyennes validées journalières et mensuelles,- la concentration horaire maximale mesurée dans le mois,- le nombre et le pourcentage de concentrations horaires supérieures à la VLE dans le mois,- les flux journaliers et mensuels,- le flux horaire maximum mesuré dans le mois,- le nombre de flux horaires supérieurs à la VLE. Le fichier relatif aux flux suscite les remarques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- il n'est pas prévu dans le fichier de reprise de l'ensemble des flux horaires supérieurs à la VLE alors que l'arrêté préfectoral réglemente des flux horaires,- l'unité pour les NOx de janvier à mars est erronée, les valeurs affichées sont exprimées en tonne et non en kg,- les flux horaires devraient être exprimés dans la même unité que celle de l'arrêté préfectoral, à savoir en kg/h et non en t/h ; les valeurs limites reprises dans le fichier ne doivent pas être arrondies. L'inspection constate dans les rapports de synthèse mensuels transmis que les flux des rejets en continu (CO, NOx, Poussières et SO ₂) sont exprimés en t/h ; alors que les VLE des flux sont exprimés en kg/h. En outre, les seuils des flux horaires maximum exprimés en t/h ne reprennent pas les valeurs des VLE de l'article 3.2.6 modifié de l'arrêté du 09/02/2010. En effet, ces seuils pour les espèces mesurées en continu pour un fonctionnement au gaz naturel sont 0,14 t/h ; 0,09 t/h ; 0,02 t/h et 0,02 t/h respectivement pour le CO, NOx, Poussières et SO ₂ . Pour un fonctionnement au FOD, elles

sont de 0,17 t/h ; 0,31 t/h ; 0,02 t/h et 0,12 t/h respectivement pour le CO, NOx, Poussières et SO₂.

La précision des valeurs des flux au centième, présentés dans les rapports de synthèse, ne permet pas à l'inspection de statuer sur la conformité des mesures en continu. L'inspection relève en effet pour la TAC 5, un flux de poussière de 0,02 t/h en mars 2023, alors que la VLE est de 17 kg/h. De plus, pour les NOx (VLE de 85 kg/h), des flux maximum de 0,08 t/h ont été mesurés pour la TAC 5 en janvier et en février. Pour le SO₂ (VLE de 17 kg/h), des flux maximum de 0,01 t/h ont été mesurés à plusieurs reprises pour les 2 TAC. L'inspection ne peut pas véritablement statuer sur le respect des VLE.

Non-conformité n°13102023-10 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.2.8.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/02/2010, la valeur limite d'émission en flux horaire du paramètre poussières a été dépassée au moins une fois en mars 2023 pour la TAC 5 avec un fonctionnement au gaz naturel. Il est attendu de la part de l'exploitant d'explicitier le ou les dépassements constatés, ainsi que d'expliquer la procédure mise en place pour éviter que le dépassement se reproduise, dans le cadre de la transmission des rapports trimestriels attendus.

Observation n°13102023-9 : Il est demandé à l'exploitant de présenter les flux rejetés avec une meilleure précision, afin qu'aucune ambiguïté ne subsiste quant à l'interprétation des résultats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Respect des valeurs limites / Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 3.2.8.5

Thème(s) : Risques chroniques, AIR – respect des VLE

Prescription contrôlée :

II - Conditions de respect des valeurs limites pour les mesures périodiques

Dans les cas des mesures périodiques, les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.4 du présent arrêté sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

Constats :

Sur la base des rapports relatifs au contrôle périodique 2023, l'inspection relève des résultats conformes pour les 2 TAC, en concentration et en flux, mis à part un très léger dépassement de la VLE en NOx pour la TAC 5 avec un fonctionnement au gaz naturel, pour l'un des essais (50,5 mg/Nm³ pour une VLE de 50 mg/Nm³).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Transmission des résultats de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010 et du 23/12/2022, respectivement articles 3.2.8.6 et 14

Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Transmission des résultats

Prescription contrôlée :

Article 3.2.8.6 de l'arrêté préfectoral du 09/02/2010 : Les résultats des mesures en continu sont transmis tous les trimestres à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures périodiques réalisées au titre de l'article 3.2.8.2 II sont transmis dans le mois qui suit leur transmission à l'exploitant.

Les résultats sont éventuellement accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement constaté ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 14 de l'arrêté préfectoral du 23/12/2022 :

Jusqu'au 31 décembre 2023, sans préjudice des dispositions existantes, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées, un rapport de synthèse mensuel relatif au fonctionnement de son installation de combustion comprenant, notamment, les éléments suivants:

[...]

- les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux et atmosphériques, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements éventuels, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ;

- l'estimation des flux de polluants rejetés dans l'atmosphère (mensuels et cumulés à compter du 1er janvier de l'année en cours) ; [...].

Constats :

Les résultats des mesures en continu des 3 premiers trimestres 2023 et les résultats des mesures périodiques ont été communiqués par l'exploitant à la demande de l'inspection en amont de la visite d'inspection.

L'exploitant a annoncé la transmission prochaine des rapports de synthèse mensuels. Ceux-ci sont parvenus à l'inspection le 5 mars 2024 pour l'ensemble de l'année 2023.

Non-conformité n°13102023-11 : L'exploitant ne respecte pas la fréquence de transmission des résultats des mesures en continu 2023 imposée à l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 23/12/2023.

Non-conformité n°13102023-12 : L'exploitant ne respecte pas la fréquence de transmission des résultats des mesures périodiques telle que fixée à l'article 3.2.8.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/02/2010.

L'exploitant doit se conformer à la fréquence de transmission imposée par l'arrêté précité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois